

LE FINANCEMENT DE L'ACTION CLIMATIQUE ET L'ANNÉE DU JUBILÉ

Pourquoi l'annulation de la dette est plus importante que jamais pour la justice climatique et environnementale

Note politique de la CIDSE¹, juin 2025

QU'EST-CE QU'UNE ANNÉE JUBILAIRE ?

L'Église catholique célèbre un jubilé tous les 25 ans. Il s'agit d'une année sainte spéciale consacrée au pardon au cours de laquelle le pape François nous a invités à renouveler notre relation avec la création. Historiquement, les années jubilaires ont également été marquées par l'annulation des dettes et la redistribution des richesses. *Laudato si'* nous dit clairement que les pays développés ont l'obligation de rembourser la « dette écologique » qu'ils ont contractée, en aidant les pays plus pauvres. Dans la tradition du Jubilé, l'annulation de la dette doit constituer un pilier central de leur soutien.

Il y a 25 ans, le Jubilé 2000 a engendré un mouvement international puissant qui a permis d'annuler la dette des pays pauvres pour un montant de 130 milliards de dollars. L'Église catholique est à la tête du renouveau du Jubilé en appelant à une réforme fondamentale du système financier mondial. Une telle réforme est nécessaire pour mettre fin aux crises systémiques interdépendantes des dettes injustes et insoutenables et du dérèglement climatique. Le Jubilé 2025 peut marquer un tournant dans l'histoire.

POURQUOI LA QUESTION DE LA DETTE EST-ELLE IMPORTANTE DANS LE DÉBAT SUR LE CLIMAT ?

- 1. Les pays étouffés par le paiement des intérêts de la dette ne disposent pas des ressources nécessaires pour mettre en œuvre des actions vitales en faveur du climat**
Sans annulation de la dette, une grande partie des pays du Sud endettés n'auront tout simplement pas les moyens d'investir dans leur transition écologique et de protéger leurs citoyens contre les effets dévastateurs du dérèglement climatique. En 2021, les pays à faible revenu ont dépensé plus de cinq fois plus pour les paiements de la dette extérieure que pour l'adaptation aux changements climatiques. Ceci alors que près de la moitié de l'humanité vit dans des pays qui consacrent plus d'argent au paiement des intérêts de la dette qu'à l'éducation ou aux soins de santé. Il est évident qu'il est difficile pour les gouvernements de ces pays de renoncer progressivement à l'extraction lucrative de combustibles fossiles et de dépenser plutôt de l'argent pour des panneaux solaires et des ouvrages de défense contre les inondations. À une époque où l'USAID et l'aide européenne sont fortement réduites, il faut mettre en place un financement de l'action climatique sous la forme de dons ainsi qu'une annulation de la dette.

¹ Cette note politique a été rédigée par CAFOD, KOO, Maryknoll Office for Global Concerns, SCIAF et Caritas Zambia.

2. Le financement de l'action climatique sous la forme de prêts crée un cercle vicieux de la dette et du climat

La majeure partie (69,4 %) du financement de l'action climatique est fournie sous la forme de prêts, avec des intérêts à payer. Un [document publié en 2022](#) par Debt Justice et CAN International indique que, sans un financement adéquat sous la forme de dons pour couvrir les pertes et préjudices ainsi que l'adaptation aux changements climatiques, les pays d'Afrique subsaharienne devront s'endetter de près de 1 000 milliards de dollars d'ici à 2032.

Le nouvel objectif chiffré collectif pour le financement de l'action climatique (NCQG), adopté lors de la COP29, est insuffisant : il ne vise que 300 milliards de dollars par an d'ici 2035 (alors qu'il faudrait au moins [1 300 milliards de dollars](#)), sans garanties de dons. Il accroît aussi considérablement le rôle des banques multilatérales de développement, qui fournissent très majoritairement des financements pour l'action climatique sous la forme de prêts : seuls [6,7 %](#) de leurs financements en 2023 étaient des dons.

3. La crise climatique alimente des dettes qui ne cessent d'augmenter

Ces crises interdépendantes s'intensifient mutuellement. Lorsqu'une catastrophe naturelle frappe un pays à faible revenu, celui-ci emprunte souvent de l'argent pour la reconstruction, en raison de l'absence d'un fonds mondial de financement pour les pertes et préjudices doté d'un financement adéquat. Cela alourdit le fardeau de la dette et le risque, augmente les taux d'intérêt futurs sur les prêts et se traduit par une réduction des dépenses consacrées à l'adaptation aux changements climatiques. Le risque d'une nouvelle catastrophe naturelle plus grave s'en trouve accru, et un nouveau cycle commence.

Un [article](#) de Bola Ahmed Tinubu, Président du Nigeria, nous rappelle que la dette totale des gouvernements africains représente moins de deux tiers de celle de l'Allemagne ; le monde développé est parfaitement à même de s'attaquer à ce problème. Mia Mottley [fait remarquer](#) également qu'une grande partie de cette dette est due à la dégradation du climat, et non à la corruption ou à des dépenses plus extravagantes que celles des autres pays. En effet, le ratio moyen dette/PIB de l'Afrique n'est que la moitié de la moyenne du G7.

4. Les conditions imposées par le Nord global pour les plans de sauvetage de la dette exacerbent l'exploitation des combustibles fossiles

L'Argentine est un pays confronté à une dette insoutenable. Plus [d'un dollar sur quatre](#) de tous les dollars prêtés par le Fonds monétaire international (FMI) l'ont été à l'Argentine. Par ce biais, le FMI [encourage activement](#) le gouvernement à « dynamiser les investissements dans la production et le transport d'énergie dans les vastes réserves de gaz et de pétrole de schiste de Vaca Muerta ».

La nécessité de rembourser d'énormes prêts étrangers, en devises étrangères, rend nécessaire ce type précis d'extractivisme : l'exploitation des combustibles fossiles – et la production de cultures à forte intensité énergétique – pour l'exportation vers les pays riches du Nord. Sans une annulation significative de la dette, de nombreux pays n'auront d'autre choix que d'exploiter leurs ressources naturelles, ce qui aura pour conséquence de nuire à l'environnement.

5. La dette et le dérèglement climatique sont les héritages injustes de la même logique d'exploitation du Nord global

Dans son message à la COP29, le pape François a déclaré que « la dette écologique et la dette extérieure sont les deux faces d'une même médaille qui hypothèque l'avenir ». Cette déclaration fait référence au fait que le Sud global a été exploité deux fois :

d'abord par les énormes émissions de gaz à effet de serre du Nord global industrialisé, et ensuite par l'extractivisme capitaliste et les prêts prédateurs du secteur privé. C'est pourquoi, en cette année jubilaire, les pays développés ont le devoir moral de s'attaquer à ces crises.

QUELS SONT LES ENJEUX POUR LES PAYS DU SUD GLOBAL ?

La Zambie a fait défaut sur sa dette pendant la pandémie du COVID en 2020. Depuis, elle traverse un processus de restructuration douloureux, caractérisé par des coupes sombres dans l'aide publique à la santé et à l'éducation. Edmond Kangamungazi, spécialiste de la responsabilité économique et sociale à la Caritas Zambie, a déclaré : « Les gens souffrent ; ils ont été privés de services sociaux dans de nombreuses communautés que la Caritas Zambie a visitées. Derrière chaque remboursement de dette effectué par le gouvernement se cache un sacrifice de dignité, un renforcement de la pauvreté et une perte d'espoir pour de nombreuses personnes ».

« L'annulation de la dette n'est pas seulement une question de justice économique ; c'est redonner à l'humanité un espoir légitime en un avenir durable. L'annulation de la dette est un acte de justice qui sauve la dignité, permet de guérir de la pauvreté et rétablit l'espoir d'une résilience climatique durable et d'une harmonie écologique ». Edmond Kangamungazi, Caritas Zambie

QU'EST-CE QUI DOIT CHANGER ?

La bonne nouvelle, c'est que la dette et les problèmes climatiques se nourrissent l'un l'autre, de nombreuses interventions politiques peuvent s'attaquer aux deux problèmes en même temps. Il y a plus de richesses et de capitaux qu'il n'en faut au niveau mondial pour relever ces défis ; ce dont nous avons besoin, c'est un leadership politique pour mieux les redistribuer. Les coûts de l'inaction seront, à long terme, **bien plus élevés** que ceux d'une action immédiate. En tant qu'acteurs catholiques, nous appelons les gouvernements à prendre les mesures suivantes pour remédier à cette polycrise :

- ✓ **S'accorder sur un plan adéquat pour le financement de l'action climatique basé sur les dons**
Si le financement de l'action climatique continue de venir sous la forme de prêts, les pays à faible revenu resteront pris au piège de la spirale de l'endettement. À cet égard, les pays pourraient aller de l'avant et fournir de manière bilatérale un financement sous la forme de dons, explorer une taxation basée sur le principe du pollueur-payeur et réformer les institutions financières mondiales dominées par les pays du Nord global. La « **feuille de route** de Bakou à Belém pour atteindre 1 300 milliards de dollars » est l'une des voies par lesquelles le déblocage de nouveaux flux financiers va être envisagé. Elle devra constituer une avancée significative.
- ✓ **Trouver une issue au système d'endettement défaillant**
Tous les gouvernements doivent soutenir et adopter un cadre au sein des Nations unies pour annuler les dettes insoutenables et illégitimes et empêcher leur accumulation. Les Nations unies doivent fournir des cadres obligatoires établis sur des règles afin de promouvoir des prêts et des emprunts responsables, la transparence et des approches durables de la dette (au cœur desquels doivent figurer les droits humains ainsi que d'autres considérations sociales, climatiques et de développement). Par ailleurs, les dettes contractées auprès du secteur privé devraient être traitées en introduisant une législation dans des juridictions clés, comme le Royaume-Uni, les États-Unis et l'UE, afin

d'obliger ces prêteurs à prendre part aux processus de restructuration. Enfin, les accords existants et à venir doivent prévoir une annulation automatique des paiements de la dette pendant une période déterminée à la suite d'une catastrophe climatique. Sans ces mesures, il n'y aura tout simplement pas assez d'espace fiscal pour l'action climatique.

✓ **Mettre fin aux conditions néfastes**

Le FMI et la Banque mondiale, qui jouent un rôle de plus en plus central dans le financement de l'action climatique à l'échelle mondiale, doivent intégrer correctement l'objectif de 1,5°C de l'Accord de Paris dans toutes leurs opérations de prêt, en particulier dans les projets énergétiques et agricoles. Sinon, les conditions de leurs prêts continueront à lier les mains des pays à faible revenu, les obligeant à poursuivre les émissions par l'extraction de combustibles fossiles et l'utilisation d'engrais chimiques. Les politiques du FMI qui obligent les pays à faible revenu à avoir recours à des plans de sauvetage pour rembourser des prêteurs étrangers bénéficiaires, tout en mettant en œuvre des politiques nationales d'austérité dévastatrices, doivent également cesser. Ces politiques freinent le développement et nuisent à l'action en faveur du climat.

✗ **Éviter les échanges dette-climat**

Ce sont des instruments problématiques car, si un gouvernement ne dispose pas des ressources suffisantes pour rembourser ses créanciers, il est peu probable qu'il en ait assez pour financer durablement l'action climatique. Les conversions risquent donc de faire l'objet de raids budgétaires de la part des ministères de la Santé et de l'Éducation, d'autant plus que de vastes sommes sont versées à de grandes agences pour l'administration de ces échanges. Les créanciers peuvent également exercer une influence sur la façon dont l'argent est utilisé, ce qui porte atteinte à la souveraineté des pays et renforce les intérêts des plus puissants.

En cette année du Jubilé, nous devons nous montrer solidaires envers toutes les personnes menacées de perdre leur vie et leurs moyens de subsistance. Nous réitérons notre appel en faveur d'une annulation des dettes injustes et insoutenables et de réformes systémiques du système financier mondial, afin de nous affranchir une fois pour toutes du cercle vicieux de la dette et du climat.

POUR EN SAVOIR PLUS

- CAFOD, 2024. [*Fair finance for the climate fightback: Where should the money for international climate finance come from?*](#)
- CAFOD, SCIAF, Caritas Internationalis, 2024. [*Jubilee 2025: The new global debt crisis and its solutions*](#)
- CIDSE, 2024. [*Innovative sources of Public Finance for Climate Justice*](#)
- Pope Francis, 2015. [*Laudato si'*](#)

La CIDSE est une famille internationale d'organisations catholiques œuvrant pour la justice sociale. Avec nos partenaires et alliés du monde entier, nous nous employons à promouvoir la justice en mobilisant le pouvoir de la solidarité mondiale afin de parvenir à un changement transformationnel en faveur des peuples et de la planète. Nous dénonçons les injustices systémiques et leurs impacts destructeurs et soutenons des alternatives environnementales et sociales justes pour permettre à toutes et à tous de s'épanouir dans notre maison commune. Toute l'action de la CIDSE s'inspire de la doctrine sociale de l'Église et des valeurs de l'Évangile.

Contacts :

CIDSE : Lydia Machaka, Chargée des questions énergie & extractivisme (machaka(at)cidse.org) – www.cidse.org
CAFOD : Liz Cronin, Responsable politique climatique (lcronin(at)cafod.org.uk) – www.cafod.org.uk

ANNEXE - LISTE DES SIGNATAIRES

LEADERS RELIGIEUX

| | | | |
|---|------------------|---|----------------|
| 1 | Luigi Bressan | Archbishop of Trento | Italy |
| 2 | Gerardo Alminaza | Bishop of San Carlos | Philippines |
| 3 | Paul Cummins | Diocesan Administrator of the Diocese of Plymouth | United Kingdom |
| 4 | Brian McGee | Bishop of Argyll and the Isles | United Kingdom |
| 5 | Patrick McKinney | Bishop of Nottingham | United Kingdom |
| 6 | Stephen Wright | Bishop of Hexham and Newcastle | United Kingdom |

ORGANISATIONS CONFESSIONNELLES

Internationales

| | |
|----|------------------------------|
| 7 | Caritas Internationalis |
| 8 | Franciscans International |
| 9 | Islamic Relief Worldwide |
| 10 | Laudato Si' Movement |
| 11 | Pax Christi International |
| 12 | School Sisters of Notre Dame |

Régionales et nationales

| | | |
|----|---|-----------------|
| 13 | Act Church of Sweden | Sweden |
| 14 | Afro-Asian Institute Salzburg | Austria |
| 15 | Afro-Asiatisches Institut Graz | Austria |
| 16 | American Friends Service Committee | United States |
| 17 | Bruder und Schwester in Not der Diözese Innsbruck | Austria |
| 18 | Caritas Europa | Europe |
| 19 | Caritas Philippines | Philippines |
| 20 | Carmelite NGO | United States |
| 21 | Catholic Climate Covenant | United States |
| 22 | Catholic Womens' Movement Austria (KFBÖ) | Austria |
| 23 | Center for Economic and Social Rights | United States |
| 24 | Centre Arrupe Madagascar | Madagascar |
| 25 | Claretian Team at the UN | United States |
| 26 | Comisión Diocesana Ecología Integral. Archidiócesis de Madrid | Spain |
| 27 | Comisión General Justicia y Paz | Spain |
| 28 | Cordaid | The Netherlands |
| 29 | Daughter of Charity of Saint Vincent de Paul | United States |
| 30 | Development and Peace - Caritas Canada | Canada |
| 31 | Ecumenical Committee for Social Development (CEDES) | Mozambique |
| 32 | Ecumenical Council of Churches in Austria | Austria |
| 33 | Fastenaktion | Switzerland |
| 34 | Focsiv | Italy |
| 35 | Franciscan Peace Centre | United States |
| 36 | Franciscan Sisters of the Sacred Heart | United States |

| | | |
|----|--|------------------------------------|
| 37 | Green Mountain Monastery + The Thomas Berry Sanctuary | United States |
| 38 | Group for the Development of Women and Girls (GDMR) | Mozambique |
| 39 | Hilfswerk Initiative Christlicher Orient | Austria |
| 40 | Holy Cross Sisters | United States |
| 41 | Instituto Mexicano de Doctrina Social Cristiana | Mexico |
| 42 | Islamic Relief Worldwide | United Kingdom |
| 43 | Jesuit European Social Centre | Belgium |
| 44 | Jesuit Missions | United Kingdom |
| 45 | KAIROS Canada | Canada |
| 46 | Karit Solidarios por la paz | Spain |
| 47 | Katholische Aktion Österreich (KAÖ) | Austria |
| 48 | Kentro Christian Network | Canada |
| 49 | Kirkens Nødhjelp / Norwegian Church Aid | Norway |
| 50 | Manos Unidas | Spain |
| 51 | Maryknoll Fathers and Brothers | United States |
| 52 | Maryknoll Sisters of St. Dominic, Inc. | United States |
| 53 | Medical Mission Sisters | United States |
| 54 | Mensche für Andere-jesuitenweltweit | Austria |
| 55 | Misereor | Germany |
| 56 | Missio Austria (Pontifical Mission Societies in Austria) | Austria |
| 57 | Missionsprokur St. Gabriel International | Austria |
| 58 | Missionsstelle der Diözese Linz | Austria |
| 59 | MIVA Austria | Austria |
| 60 | Movimiento Franciscano Justicia, Paz e Integridad de la Creación | Bolivia |
| 61 | New Mexico & El Paso Region Interfaith Power and Light | Canada |
| 62 | Operation Noah | United Kingdom |
| 63 | Österreichische Ordenskonferenz | Austria |
| 64 | Passionist Solidarity Network | United States |
| 65 | Passionists International | United States |
| 66 | Pax Christi Colombia | Colombia |
| 67 | Pax Christi USA | United States |
| 68 | Presentation Sisters Union - USA Unit | United States |
| 69 | Red Eclesial Gran Chaco y Acuífero Guarani (REGCHAG) | Latin America / Cono Sur |
| 70 | Red Franciscana para Migrantes de las Américas | Italy |
| 71 | Red Justicia y Paz en la Patria Grande | Latin America and the Caribbean |
| 72 | Scottish Catholic Justice and Peace Commission (Justice & Peace Scotland) | United Kingdom |
| 73 | SELACC - Caritas Latin America and the Caribbean | Latin America and the Caribbean |
| 75 | Sisters of Charity Federation | United States |
| 76 | Sisters of Mercy of the Americas Justice Team | United States |
| 77 | Sisters of Our Lady of Apostles | Italy |
| 78 | Sisters of Saint Francis Rochester Mn | United States |
| 79 | Sisters of St. Francis, Clinton, Iowa | United States |
| 80 | Social Justice and Ecology Secretariat (SJES) | Italy |
| 81 | Teilen spendet Zukunft. Förderverein der Katholischen Frauenbewegung | Austria |

| | | |
|----|--|---------------|
| 82 | The Parliament of the World's Religions - Climate Action Task Force | United States |
| 83 | Trócaire | Ireland |
| 84 | VIVAT International | Italy |
| 85 | Welthaus der Diözese Innsbruck | Austria |
| 86 | Welthaus Graz | Austria |
| 87 | Welthaus Wien | Austria |
| 88 | Wheaton Franciscan Justice, Peace, and Integrity of Creation (JPIC) Office | United States |